

La plateforme « Belfius est à nous » ne voit pas l'intérêt d'une introduction en bourse de Belfius

Bruxelles, 24 Janvier 2017 - 21 organisations de la société civile belge francophone et néerlandophone lancent la plateforme « Belfius est à nous », avec pour objectif principal d'attirer l'attention sur l'avenir de la banque et de plaider pour qu'elle devienne une banque à finalité sociale.

Le ministre des Finances Johan Van Overtveldt a signifié il y a quelques jours qu'une introduction en bourse partielle de Belfius était "une option valable", répondant ainsi à une proposition faite un mois plus tôt par le CEO de la banque, Marc Raisière. La plateforme «Belfius est à nous» appelle à un débat approfondi sur la valeur sociétale de Belfius avant qu'une telle mesure ne soit envisagée.

Différentes organisations de la société civile – FairFin, Financité, CNE, LBC-NVK, CSC, FGTVB wallonne, BBTK-SETCA, Hart boven Hard, KWB, Masereelfonds, Attac Vlaanderen, Attac Wallonie-Bruxelles, CADTM, CEPAG, Banquepublique.be, Iteco, Poliargus, Gresea, MOC, Acide et SAW-B – se sont organisées au sein d'une plateforme pour exiger une analyse approfondie du rôle social de Belfius dans l'économie belge et ouvrir le débat sur l'avenir de la banque.

Belfius est devenue la propriété de l'Etat belge en octobre 2011 suite au sauvetage de Dexia Banque Belgique avec l'argent des contribuables belges pour un montant de 4 milliards d'euros. Belfius fait actuellement figure d'exception dans un secteur financier belge dominé par les banques privées, pour beaucoup entre les mains de groupes étrangers. Au cours de ces dernières années Belfius a investi plus d'argent dans des activités locales que ne l'avait fait Dexia auparavant, mais elle s'est aussi engagée dans des restructurations, des réductions d'effectifs et des fermetures d'agences.

Une privatisation problématique

La plateforme « Belfius est à nous » est pour le moins perplexe quant à l'opportunité de procéder à une privatisation même partielle de la banque. L'avantage financier d'une éventuelle privatisation témoigne d'une vision à court terme : une privatisation implique en effet la perte de l'ensemble des bénéfices futurs et surtout la perte de contrôle sur la mission de la banque. On abandonnerait par ailleurs la possibilité d'une vision à long terme, d'un ancrage local et d'une responsabilité sociétale de la banque au bénéfice d'une vision court terme visant à satisfaire les besoins des détenteurs d'actions cotées en Bourse. Autant de conséquences négatives pour la population.

Belfius a une valeur sociale

L'orientation des prêts, des investissements et des autres activités d'une banque a un impact très important sur la dynamique économique et sociale de la région dans laquelle elle opère. Aujourd'hui, les besoins – par exemple en matière de rénovation écologique des infrastructures, de rénovation et de développement des écoles et des services sociaux - nécessitent des investissements massifs. C'est justement là qu'une banque comme Belfius pourrait jouer un rôle important. Pour la plateforme « Belfius est à nous », Belfius constitue une excellente opportunité pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels la Belgique fait face. Mais, pour ce faire, la banque doit avoir une mission explicite de développement social et écologique et la société belge doit disposer de moyens effectifs pour contrôler le respect et l'application de cette mission.

Doter la banque d'une mission sociétale et la mettre son contrôle de la société pourrait présenter de grands avantages économiques et sociaux, et une gestion prudente et intelligente permettrait d'en faire une garantie de stabilité en cas de crise.

Ce sujet a été analysé par la New Economics Foundation: dans son rapport, l'organisation britannique passe en revue les modèles alternatifs aux banques actionnariales pour appuyer une campagne visant à faire de la Royal Bank of Scotland – en cours de privatisation - une banque d'intérêt général. L'an dernier, la banque hollandaise ABN Amro – qui était dans une situation similaire à Belfius et Royal Bank of Scotland – a été introduite en bourse sans débat public. Le journaliste Arne van de Wal de Follow the money décrit la situation qui a prévalu alors aux Pays-Bas : « Une privatisation aurait été un moyen de se rembourser rapidement, et personne ne voulait une crise du gouvernement. Mais les journalistes – moi inclus – ont été complices, tout comme l'armée des économistes dominants auto-proclamés, en détournant notre attention de ce sujet. »

La plateforme «Belfius est à nous» lance aujourd'hui le site éponyme www.belfiusestanous.be. Les organisations plaident pour que Belfius ne soit pas privatisée et pour qu'un débat approfondi sur les alternatives ait lieu. La plateforme entend contribuer activement à l'alimentation de ce débat.

Plus d'info

Frank Vanaerschot: 0487-671627 / frank@fairfin.be et Aline Fares : 02.201.07.70

Article en réaction à la proposition du CEO de Belfius en faveur d'une introduction en bourse : <http://www.belfiusestanous.be/2016/12/22/le-pdg-de-belfius-se-dit-pret-pour-une-mise-en-bourse-mais-le-somme-nous-aussi/>

Pour rejoindre ou soutenir la plateforme : <http://www.belfiusestanous.be/pour-participer/>

Site de la plateforme en français : www.belfiusestanous.be

Le manifeste de la plateforme « Belfius est à nous » : <http://www.belfiusestanous.be/manifeste/>

Vidéos de la conférence du 8 juin (interventions en Français, néerlandais et anglais): <http://www.fairfin.be/actueel/nieuws/2016/05/belgi%C3%AB-zit-met-staatsbank-de-maag>

Etude de NEF sur RBS: http://b.3cdn.net/nefoundation/141039750996d1298f_5km6y1sip.pdf



A qui profite la privatisation de Belfius?

www.belfiusestanous.be